

Janvier 1996

LES DROITS DE LA PERSONNE EN RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

ENJEU

La crise politique provoquée par l'assassinat du président Melchior Ndadaye en octobre 1993 s'est détériorée au point où règne une agitation civile permanente ponctuée de violations des droits de la personne.

CONTEXTE

En enclenchant une réforme politique censée réconcilier la majorité hutue et la minorité tutsie, le président Pierre Buyoya (un Tutsi) avait rompu avec la tradition des coups d'État, voie que lui-même et ses deux prédécesseurs avaient empruntée pour accéder au pouvoir. C'est ainsi qu'ont pu se tenir en juin 1993 des élections entièrement libres et justes à l'issue desquelles le pays s'est donné un président hutu et une assemblée nationale à dominante hutue. Refusant d'accepter que l'armée soit soudainement dépossédée complètement de ses pouvoirs, des éléments extrémistes de l'armée, présumément encouragés par l'ex-président Jean-Baptiste Bagaza, ont tenté un putsch au cours duquel le président Ndadaye et des membres de son gouvernement ont été tués. Ce putsch manqué a déclenché des massacres d'abord commis par des Hutus voulant venger la mort du Président, puis par l'armée à dominante tutsie, en guise de représailles. De 50 000 à 80 000 personnes ont ainsi trouvé la mort. Cyprien Ntaryamira, le successeur de Ndadaye, a lui-même péri dans l'écrasement de l'avion du président rwandais Habyarimana, abattu le 6 avril 1994.

D'abord nommé à titre intérimaire pour remplacer Ntaryamira, l'actuel président, Sylvestre Ntibantunganya n'a été confirmé dans ses fonctions qu'après la négociation de la Convention de gouvernement du 10 septembre 1994. Instruits par l'exemple rwandais de ce qui risquait d'arriver à une minorité non protégée, les Tutsis ont exigé de bénéficier d'une importante protection. La Convention prévoyait entre autres le transfert de pouvoirs clés de la présidence à un conseil de sécurité nationale, et que 45 % des postes ministériels seraient réservés à l'UPRONA, le parti tutsi. Toujours insatisfaits, les Tutsis les plus radicaux ont ébranlé le gouvernement en déclenchant des grèves générales et en incitant les milices tutsis à la violence. En dix jours de violence en mars 1995, de nombreux quartiers de Bujumbura ont été vidés de leurs habitants hutus par les milices tutsis.

Forts de l'appui de l'ancienne armée rwandaise installée au Zaïre, les milices hutues dirigées par l'ex-ministre de l'Intérieur Léonard Nyangoma ont fomenté une insurrection qui s'est propagée à partir de zones situées le long de la frontière avec le Zaïre. La guerre civile fait rage dans les provinces du Nord, et des actes de sabotage ont considérablement réduit l'alimentation de la capitale en électricité et en eau. L'armée n'est pas parvenue à désamorcer cette crise sans précédent; ni ses opérations ni celles de son adversaire ne sont efficaces, et le bilan déjà lourd chez les civils ne cessera de s'alourdir (on dénombre en moyenne environ 1 000 civils tués par mois).